



TransDev Vaux-Le-Pénil

Jeudi 5 octobre 2023

Assez d'inflation ! Nous devons imposer l'augmentation générale des salaires

Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout.

Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas.

C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit :

tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets. Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- **400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;**
- **pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;**
- **lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.**

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

Au dépôt de Montesson en grève, la direction ne propose que du vent !

Sur le dépôt de bus Kéolis à Montesson (78) la grève continue après trois semaines de mobilisation. Mercredi dernier, les grévistes ont été rendre une petite visite à la direction pour imposer le paiement des journées de grève. Pour essayer d'échapper à ce bras de fer, la direction a promis de se rendre sur le dépôt pour négocier l'après-midi même en présence de tous les salariés. Sauf qu'elle n'est jamais venue... Elle a proposé un accord de "fin de conflit" qui n'est que du vent puisque ce sont des mesures qui ont déjà été mises en place. Ils ont même eu le culot de proposer de payer les jours de grève... avec les RTT des salariés en grève. La direction ne veut rien lâcher. Elle joue sur le temps afin que la grève s'essouffle. Une réelle convergence avec les autres dépôts de bus des alentours pourrait bien faire plier la direction.

Augmentez notre salaire, pas notre découvert !

L'an dernier la direction du dépôt de Villepinte a "anticipé" les négociations annuelles obligatoires (NAO). Résultat, 3,5 % d'augmentation en moyenne, très loin de l'inflation officielle de plus de 5%. Anticiper ne veut pas dire gommer les prix qui continuent d'augmenter jusqu'à la fin de l'année. Comme si l'inflation attendait que Transdev daigne organiser des NAO ! Ce n'est pas dans les salons du patron qu'on obtiendra notre dû, mais par une lutte coordonnée de tous les dépôts. Ce qu'il nous faut, c'est immédiatement pour tous et tous les travailleurs.

L'herbe plus verte ailleurs ?

Les congés formation, démissions et changement de postes continuent. Pas étonnant vu nos conditions de travail. Beaucoup de collègues quittent Transdev pour la RATP. Depuis septembre, les embauches RATP ne sont plus au statut, ce qui ouvre à des licenciements ou des dégradations drastiques des conditions de travail notamment après la mise en appel d'offre sur les lignes de bus dès 2025. Il n'y a pas d'échappatoire individuel. Le patronat s'organise ensemble contre nous, on peut s'organiser contre eux.

Petite commission, grande galère

Aux VFD, entreprise de transport routier de voyageurs en Isère, l'organisation du travail laisse bien peu de temps aux conducteurs pour prendre leur pause, et les prive parfois d'accès aux sanitaires. Un travailleur nous raconte :

C'est l'histoire de conducteurs et conductrices de car qui avaient juste envie de « pisser ». Mais pour qui la

petite commission est devenue une grande galère au quotidien. Imaginez ! Vous conduisez votre car toute la journée et au moment où vous voulez vous soulager, eh bien c'est pratiquement impossible, car il faut, soit consommer quelque chose dont on n'a pas spécialement envie dans un bistrot ou un snack pour accéder aux toilettes, soit faire des centaines de mètres pour aller à des toilettes publiques, si celles-ci veulent bien fonctionner, alors que nous n'avons souvent que quelques minutes voire quelques secondes entre deux services avant de repartir.

USA : La grève continue... Et elle s'étend !

La grève des ouvriers de l'automobile américains continue depuis plusieurs semaines et s'étend ! Ils sont plus de 25 000 en grève sur plusieurs usines des 3 groupes (Ford, General Motors et Stellantis) et sur une trentaine de sites de pièces de rechange. Le syndicat revendique toujours l'augmentation des salaires de 36 % sur 4 ans, la revalorisation des pensions et la baisse du temps de travail. Car les 3 constructeurs sont passés à eux trois à 37 milliards de dollars de bénéfices en 2022. Ce qu'il se passe aux Etats-Unis pourrait nous donner des idées.

Les scénaristes d'Hollywood arrachent un accord provisoire

Après 146 jours de grève, les studios d'Hollywood ont concédé un accord satisfaisant l'essentiel des revendications des scénaristes, dimanche 24 septembre. Les grands studios assuraient qu'ils allaient « casser les reins » au syndicat des scénaristes. Devant les millions de dollars perdus à cause des déprogrammations, reports et engagements non satisfaits, ils ont dû reculer. Un encouragement pour les acteurs, qui, eux, restent en grève.

En grève et en manif le 13 octobre

Le 13 octobre aura lieu une journée de mobilisation nationale pour faire entendre les revendications du monde du travail contre l'inflation. Loin des ministères et des réunions de direction, c'est par nos luttes et dans la rue que nous pourrions mettre en avant nos mots d'ordre : + 400 € pour tous, pas un salaire ou une pension sous 2000 €, l'indexation des salaires sur le coût de la vie. C'est l'occasion de faire nombre, de se montrer au côté des autres travailleurs qui relèvent la tête contre le mépris patronal, il faut en être !